

Publié dans Gómez, Luis (coordinateur), Mexique : du Chiapas à la crise financière, Futur Antérieur. 1996. Paris : L'Harmattan. pp 121-130.

Les indiennes veulent que leurs oppresseurs les regardent dans les yeux

1. Les femmes, indépendamment de leur race, croyance ou affiliation politique, ont le droit de participer à la lutte révolutionnaire au lieu et grade que leur volonté et leur capacité déterminent.
2. Les femmes ont le droit de travailler et de recevoir un salaire juste.
3. Les femmes ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles peuvent avoir et dont elles peuvent s'occuper.
4. Les femmes ont le droit de participer aux questions qui concernent la communauté et d'exercer des responsabilités publiques, si elles sont élues librement et démocratiquement.
5. Les femmes et leurs enfants ont droit à la santé et à l'alimentation.
6. Les femmes ont droit à l'éducation.
7. Les femmes ont le droit de choisir leur mari ou compagnon, elles ne sont pas obligées de se marier de force.
8. Aucune femme ne pourra être maltraitée physiquement, ni par des membres de sa famille ni par des étrangers. Les délits de tentative de viol et de viol seront sévèrement punis.
9. Les femmes pourront occuper des responsabilités de direction dans l'organisation et obtenir des grades militaires dans les forces armées révolutionnaires.
10. Les femmes auront tous les droits et toutes les obligations en accord avec les lois et règlements révolutionnaires.

Loi révolutionnaire des femmes zapatistes. Mars 1994.

Avant l'insurrection zapatiste, on racontait une histoire à San Cristóbal : *“Quand une femme indienne reçoit un coup de pied dans la rue, elle ne sait pas si c'est parce qu'elle est indienne, femme, ou pauvre.”* Aujourd'hui, les indiennes ont relevé la tête et *“ont dit leur parole”*. La loi révolutionnaire des femmes zapatistes, rendue publique le 8 mars 1994, et la plateforme de la Convention des femmes chiapanèque, rédigée en vue

du dialogue de la société civile du 8 juin 1995, sont là pour rappeler que les femmes, en particulier indiennes, ont des nécessités et des propositions propres.

Nous verrons d'abord que cette loi des femmes zapatistes est le fruit d'un long travail pour inverser la situation dramatique des femmes indiennes, victimes à la fois du système national capitaliste et raciste, et des cultures indiennes, qui sont loin d'être un havre de justice et d'égalité, en particulier en ce qui concerne les rapports sociaux de sexes.

Nous verrons ensuite comment s'organise la participation des femmes, déterminante dans la lutte pour la démocratisation, la justice et la dignité, aussi bien dans les structures militaires de l'EZLN¹ que dans la société civile, à travers la Convention des femmes chiapanèques.

Enfin, nous donnerons quelques éléments de réflexion sur les transformations que les femmes indiennes apportent aux luttes féministes, aux luttes indiennes et à la façon traditionnelle (masculine-politicienne) de mener les luttes.

Quand on évoque la misère et les relations sociales quasi-féodales qui prévalent dans le Chiapas, il faut penser aux femmes indiennes : analphabètes et ne parlant pas espagnol dans leur immense majorité, souffrant *toutes* de dénutrition à divers stades, mariées extrêmement jeunes et sans leur consentement, mères de 6 à 12 enfants. La contraception est presque inconnue et peu de maris laissent leur femme l'utiliser quand celle-ci le souhaite. Le gouvernement, par contre, a été maintes fois accusé de promouvoir la stérilisation des indiennes, souvent contre leur gré et/ou sans les informer dans une langue qui leur soit intelligible des conséquences de l'opération.

Au sein des communautés indiennes traditionnelles, beaucoup d'hommes n'hésitent pas à battre leur(s) femme(s) "pour les éduquer" : beaucoup considèrent qu'elles sont "par nature moins intelligente que les hommes, voire stupides", qu'elles doivent se taire et travailler. Les maris les laissent peu sortir : "*Les hommes sont très jaloux et ne nous laissent pas aller aux réunions, il n'y a qu'eux qui ont le droit de participer. Les fils aussi sont jaloux et se demandent d'où nous sortons l'argent pour aller aux réunions ou aux ateliers. Les voisins médisent de celles qui participent et sortent de chez elles.*"² Une autre indienne dit : "*Les maris nous traitent comme des servantes, nous travaillons beaucoup, à la maison et hors de la maison, et ils ne nous donnent même pas d'argent pour nos vêtements. Ils nous remplissent d'enfants sans penser s'ils pourront les nourrir, et après, quand nous sommes abîmées ils nous laissent. L'homme vit très bien parce qu'il ne doit pas donner le sein et s'occuper des enfants et il cherche une autre femme et après il nous fait déguerpir avec les enfants pour vendre la maison ou y installer l'autre femme.*"³

¹ Armée Zapatiste de Libération Nationale.

² *Hablemos de nuestras costumbres y tradiciones. Conozcamos nuestros derechos.* J'pas Joloviletik, OIMI, OMIECH, CODIMUJ, Chiltak, K'in al Antsetik, San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, sous presse au 1^o juin 1995.

³ *Ibidem.*

En dehors de la communauté, point de salut non plus. En ville, les indiennes, qui ne savent ni lire ni bien parler espagnol, sont victimes de toutes sortes de vexations et d'exploitations. "Quand nous vendons des œufs, si nous ne leur faisons pas le prix qu'ils veulent, ils nous disent "mange ta merde", c'est pareil quand nous vendons du bois. Dans les magasins quand nous venons vendre nos broderies, ils baissent les prix, parce qu'ils les veulent moins chères. Quand nous faisons nos courses, ils ne nous rendent pas la monnaie, parce que nous ne savons pas non plus compter, ni lire, en plus ils augmentent les prix et si nous voulons marchander ils nous insultent en nous traitant d' "indiennes, de folles, de chamulas"."⁴ On comprend mieux le bien-fondé de la loi des femmes zapatistes. C'est une longue consultation réalisée par des indiennes avec les femmes des communautés qui a permis son élaboration, mais il faut aussi y reconnaître l'apport des luttes de femmes antérieures.

Il y a plus de quinze ans que, malgré les critiques de leurs homologues masculins, des femmes et des féministes réalisent un travail de fourmis pour transformer les rapports de sexes particulièrement oppressifs qui sévissent dans le Chiapas. Les premières brèches ont été ouvertes par la lutte des militantes de la *Sección Siete* du syndicat enseignant démocratique, et de celles du mouvement paysan de la Coordinación Nacional Plan de Ayala (CNPA). Dans les années quatre-vingt, les réfugiées guatémaltèques indiennes fondent une des premières organisations féminines *Mama Maquín* et commencent à réfléchir sur leur situation comme femmes indiennes et comme réfugiées. A l'Universidad Autónoma de Chiapas (UACH), l'anthropologue Walda Barrios crée le groupe de réflexion Anzetik⁵, qui produit les premières données systématiques sur la situation des femmes indiennes. L'Eglise catholique progressiste (proche de la théologie de la libération et promotrice de la "pastorale indienne") forme une quantité importante de jeunes indiennes. Les "célébratrices de la parole" se lancent activement dans l'organisation communautaire.

A la fin 1988 apparaît le premier groupe de femmes autonome et spécifique de San Cristóbal de Las Casas. Le Grupo de Apoyo a la Mujer (GAM) lutte contre la violence commise sur les femmes. Une femme médecin s'occupe des femmes et des fillettes qui ont été violées ou battues. Concepción Avendaño Villafuerte les aide à porter plainte si elles le souhaitent, tandis que le groupe se creuse la tête pour trouver comment apporter aux femmes un appui psychologique. Pour le 8 mars, plusieurs centaines de femmes métisses et indiennes manifestent dans les rues principales de San Cristóbal et réalisent un meeting sur la place centrale, sous les yeux médusés des *coletos* et *coletas*⁶ traditionnel-le-s. Certaines quittent le GAM pour former un groupe ouvertement féministe. La *Colectiva Organizadora de Mujeres Autónomas en Lucha* (COMAL) se lance dans les premiers ateliers sur la reproduction et la sexualité, à la demande de jeunes indiennes travailleuses domestiques à San Cristóbal — cibles faciles de toutes les agressions sexuelles. Il faut signaler aussi l'existence de nombreux autres groupes locaux, dans toute l'entité chiapanèque : les artisanes de Tenejapa et celles de San Bartolomé de Las Casas, ou les femmes de la Coordination Régionale des

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Antsetik* signifie "femmes" en Tzotzil.

⁶ Les *coletas* sont les habitantes de San Cristóbal, très catholiques et bien-pensantes, qui vivent dans la nostalgie de l'époque coloniale de splendeur de la métropole métisse.

Indiens des Altos de Chiapas (CRIACH), qui commencent à formuler des demandes spécifiques des femmes⁷.

En 1991, un “caprice” du gouverneur de l’Etat du Chiapas dépenalise brusquement l’avortement. Il semble qu’il se soit agi d’un test pour étendre ensuite cette mesure à tout le pays pour réduire la natalité — condition imposée au Mexique pour l’attribution de prêts du Fonds monétaire international. Immédiatement, c’est le tollé général des secteurs conservateurs, l’Eglise catholique traditionnelle en tête. Le GAM, la COMAL, un groupe de femmes de Tuxtla Gutiérrez et d’autres font ainsi leurs premières expériences de travail coordonné dans la lutte particulièrement délicate pour la maternité volontaire. Les féministes du reste du pays découvrent le Chiapas à l’occasion des réunions de coordination nationale sur le sujet à Tuxtla Gutiérrez, et réciproquement. Las, l’affaire est finalement enterrée, et les femmes restent condamnées à payer le prix fort pour interrompre une grossesse non désirée : plusieurs mois de salaire si elles savent à qui s’adresser, les pires hémorragies et parfois même la mort si elles n’ont pas d’argent ni d’information.

De l’EZLN, Marcos dit qu’ “une des premières batailles a été gagnée par les femmes. Nous, nous pensions que la guerrilla, c’était une affaire d’hommes, mais les femmes étaient là, et elles nous imposé leur droit à participer.”⁸ Très minoritaires au début, il y a dix ans, les femmes représentent aujourd’hui un tiers de l’EZLN. Ces femmes sont presque toutes indiennes, souvent très jeunes, et nombre d’entre elles occupent des grades militaires⁹. Plusieurs femmes feraient partie du Comité clandestin révolutionnaire indien (CCRI), la plus haute instance dirigeante zapatiste. Quant aux structures civiles clandestines de l’EZLN, elles reposeraient très majoritairement sur des femmes, concrètement des jeunes indiennes.

Selon les témoignages auxquels on peut avoir accès¹⁰, il semble que les indiennes de l’EZLN soient satisfaites de leur nouvelle vie : traitement égalitaire par rapport aux hommes, meilleure répartition des tâches qui rompt avec la division sexuelle traditionnelle du travail, liberté pour choisir leur compagnon, accès à la contraception, apprentissage de l’espagnol et alphabétisation pour beaucoup d’entre elles, diminution de la violence à leur égard et prohibition de l’alcool¹¹, reconnaissance

⁷ Ces informations sont rapportées par Nellys Palomo, *Chiapas : de la despenalización del aborto a la ley revolucionaria de mujeres*, Imprecor para América latina, n°39, Mexico, février 1994.

⁸ Sous-commandant Marcos, dans une entrevue pour la vidéo *La guerra de Chiapas*, Argos, México, 1994.

⁹ Comme le rapporte la féministe mexicaine Marcela Lagarde, *Insurrección, santé et condition des femmes*, paru en français dans *Les Cahiers du Féminisme*, n°71/72, hiver 1994-printemps 1995. On connaît notamment la Comandante Ramona, la Comandante Trini, la Comandante Elisa.

¹⁰ Guiomar Rovira : *La rebelión de Chiapas contada por sus protagonistas*, Virus, Barcelona, 1994, *Las Brujas* (revue féministe du District fédéral), n°2, automne 1994.

¹¹ Il s’agit d’une demande répétée des indiennes : avec le *pox*, l’homme dépense tout l’argent de la famille et après bat tout le monde... Les sectes protestantes, qui interdisent

et promotion de leur participation... Pour ces femmes, l'apparition de l'EZLN et la place qui leur y est faite sont déjà, en soi, une révolution.

L'insurrection du premier janvier 1994 a relancé le travail des groupes de femmes et permis la mobilisation de femmes et d'organisations nouvelles, en particulier indiennes. Les femmes ont été parmi les premières de la "société civile" à se mobiliser pour exiger l'arrêt de la guerre, le respect des droits de la personne et une paix juste. Des quantités jamais vues d'indiennes, de *ladinas*¹² et même de *coletas* tout de noir vêtues sortent dans la rue. Elles forment aussi une bonne partie des "cordons civils" de protection autour de la cathédrale de San Cristóbal, lors des premières négociations entre l'EZLN et le gouvernement.

A trois mois à peine du début de l'insurrection, en mars, les femmes de la coopérative J'pas Joloviletik et celles du GAM, avec l'appui de l'Organización de Médicos Indígenas de Chiapas (OMIECH) et de la CONPAZ¹³, organisent une série d'ateliers de réflexion sur l'article 4 de la Constitution mexicaine, qui statue sur le respect des "us et coutumes indiens". Des centaines d'indiennes prennent la parole pour comparer leurs droits constitutionnels à la réalité quotidienne, et surtout dire à haute et intelligible voix "quelles coutumes leur donnent de la joie et quelles coutumes leur donnent de la tristesse". On retrouve les préoccupations de la loi des femmes zapatistes : *"Nous n'aimons pas que les hommes frappent les femmes et que certains même en arrivent à les tuer.[...] A cause de la pauvreté dans laquelle nous vivons, nous tombons souvent malades.[...] Cela me rend triste quand les parents disent qu'ils ne vont pas envoyer leurs filles à l'école, parce qu'elles ne sont pas des hommes pour avoir le droit d'aller à l'école. [...] Nous n'aimons pas qu'on nous manque de respect et qu'on nous humilie. [...] Nous n'aimons pas avoir beaucoup d'enfants. [...] Nous n'aimons pas que les parents obligent les filles à se marier à dix ou onze ans."*

Dès juillet, répondant à l'appel des zapatistes pour l'organisation d'une Convention Nationale pour la Démocratie (CND), les coopérativistes de OIMI et J'pas Joloviletik, des femmes de la CONPAZ et des femmes indépendantes s'unissent pour former la Convention des femmes chiapanèques. A ce titre, elles deviennent membres de la coordination de la Convención Estatal del Pueblo Chiapaneco (AEDPCh), avec le Mouvement de la société civile (MOSOCI), le Parti de la révolution démocratique (PRD) et la très importante Confédération chiapanèque ouvrière, indienne et paysanne (CEOIC).

Lors de leur deuxième convention, en octobre, ce sont plus de 500 femmes de 23 organisations chiapanèques qui débattent pendant deux jours de leur situation, avec moultes enfants et traductrices : 90% des participantes sont indiennes. Une réunion nationale en novembre, à Tuxtla, permet de réunir des femmes du mouvement social de

depuis longtemps la consommation de tabac et d'alcool, ont ainsi su se gagner l'adhésion de beaucoup d'indiennes.

¹² Les *ladinas* sont celles qui ne sont pas considérées comme indiennes, qu'elles soient indiennes acculturées, métisses, *caxlanas* comme disent les indiennes ou blanches comme des espagnoles.

¹³ La CONPAZ réunit les principales ONGs chiapanèques qui luttent pour la paix.

tout le pays, des chrétiennes, des femmes des secteurs urbains et de la société civile, et des conventionnistes de différents Etats, pour préparer la Convention Nationale des Femmes, formée en février 1995 à Querétaro.

Au sein du gouvernement de transition de Mr Avendaño qui se met en place le 8 décembre 1995 avec l'appui de l'AEDPCh, on pourrait croire un moment que les femmes ont obtenu une victoire. Dans sa première déclaration, le gouvernement de transition annonce qu'il sera "démocratique, populaire, *anti-patriarcal* et pluriethnique"¹⁴. Mais dans la pratique, le machisme reprend vite ses droits. Les femmes sont rassemblées dans une "commission des femmes", où aucun homme n'est proposé. Dans les autres commissions, une seule femme est nommée, aux finances¹⁵. Cette nomination décidée par une AEDPCh majoritairement masculine et pour le moins sceptique sur l'intérêt "de la question des femmes" renforce les doutes de certaines. Faut-il participer aux luttes pour le pouvoir dans les espaces masculins de toujours? l'EZLN, par la plume de Marcos, a clairement dit à plusieurs reprises que la façon de faire de la politique de la gauche traditionnelle n'avait jamais rien résolu¹⁶. C'est bien ce que pensent une partie des femmes : l'autonomie du mouvement des femmes et le travail quotidien ont plus d'avenir.

La situation d'effervescence, émaillée d'occupation de terres auxquelles les paysannes indiennes participent massivement¹⁷, est rompue par l'offensive de l'armée fédérale du 9 février. Après un moment de confusion lié à la reprise de la guerre et à l'augmentation de la répression, 150 femmes se réunissent pour la Troisième convention des femmes, en mai. Pour participer elles aussi, depuis la société civile, au dialogue que le gouvernement et les zapatistes ont repris, elles élaborent une Plateforme des femmes qui met noir sur blanc leurs demandes¹⁸.

L'insurrection zapatiste a profondément modifié la situation des femmes indiennes, ouvrant un espace matériel et symbolique à leur participation et à la transformation de leur rôle social. Elle a stimulé les organisations de femmes et a permis un rapprochement des différentes femmes bien déterminées à faire entendre leur voix. Elle a surtout permis aux indiennes d'apprendre beaucoup de choses aux féministes, aux indiens, et au mouvement populaire.

Les indiennes ont offert aux féministes *ladinas* un apport théorique et pratique exemplaire dans le domaine des luttes contre la violence et pour le droit à "dire leur parole". Le mouvement féministe, en lutte depuis plus de vingt ans contre la violence, a longtemps considéré la thérapie spécialisée des femmes victimes de violence comme principale réponse, avec des campagnes de prévention et une législation plus ferme et

¹⁴ Première proclamation du gouvernement de transition, 11 décembre 1994.

¹⁵ Documents du Gouvernement de Transition à la Démocratie, 11 décembre 1994.

¹⁶ Il s'agit non seulement de la raison d'être de l'EZLN et de l'appel des zapatistes à la société civile, mais aussi de critiques à l'encontre de la CND lors de sa deuxième session, en octobre 1994.

¹⁷ A Ocosingo, une occupation de terres est entièrement réalisée par des femmes.

¹⁸ *Plataforma de las mujeres para el diálogo, Mujeres tejiendo nuestro futuro*, Convención Estatal de Mujeres Chiapanecas, ronéo, San Cristóbal de las Casas, mai 1995.

mieux appliquée. Mais la violence perdure. Les indiennes, elles, replacent les émotions au premier rang et demandent la confrontation directe avec l'homme qui les maltraite : *“Si ils ont un cœur, comme nous, qu'ils nous regardent dans les yeux et qu'ils nous disent pourquoi ils nous battent.”*¹⁹ Pour ce qui est du droit de participer, elles ont su imposer leur présence massive dans les structures indiennes, forçant l'admiration des autres femmes et les motivant à sortir de leurs cuisines. Enfin, après les femmes de secteurs populaires²⁰, mais avec peut-être plus de force encore, les indiennes viennent confirmer la conviction féministe que l'oppression des femmes traverse toutes les catégories sociales et tous les groupes culturels. La lutte des femmes va bien au-delà de la mobilisation de femmes blanches, urbaines, de classe moyenne et hautement scolarisées.

Les indiennes ont aussi beaucoup appris à leurs compagnons indiens, en donnant l'exemple dans la lutte, en réclamant d'être considérées comme des êtres humains elles aussi, et surtout dans leur lutte pour re-définir un aspect central des cultures indiennes : les relations sociales de sexes. Sans leur parole, les revendications indiennes n'auraient que la portée somme toute réduite d'une lutte pour la terre, éventuellement assortie d'une vague référence sur la préservation des cultures indiennes “traditionnelles” idéalisées et inaccessibles à la critique interne et à la transformation. Or ici, à la différence des projets ethniques racistes qui empoisonnent le vieux continent, les cultures indiennes en lutte sont en même temps en plein processus de transformation et d'ouverture, capables et désireuses de s'adresser d'égaux à égaux aux autres mexicain-e-s et au reste du monde.

Une autre façon de faire de la politique, de lutter pour une transformation profonde des rapports sociaux? Cette notion-clé du discours et de la pratique féministe est mise en pratique par les indiennes et les *ladinas* chiapanèques. Tout en apportant un appui considérable aux revendications zapatistes et populaires, elles ne se privent pas de faire savoir publiquement ce qu'elles pensent des “us et coutumes” de leurs maris, et tant pis pour qui pense que cela “divise la lutte”. Elles ont pleinement conscience qu'il ne faut pas attendre le triomphe d'une révolution pour qu'on s'intéresse à leur cas. L'appel des zapatistes à ce que toutes et tous *“luttent à leur propre manière pour leurs propres utopies”*²¹ leur est allé droit au cœur, et pour cause. Le refus du pouvoir pour soi-même, le rejet de la violence de la guerre, la revendication de dignité, les pratiques de prise de décision “par consensus”, la recherche de la pluralité et la méfiance vis-à-vis de la manière traditionnelle de faire de la politique des partis de gauche : autant de traits caractéristiques du mouvement féministe que l'on retrouve dans l'EZLN. C'est sans doute là qu'il faut chercher l'intérêt des femmes pour la lutte zapatiste, et celui des zapatistes pour la participation des femmes.

¹⁹ Propos rapporté par une membre de la Convention des femmes chiapanèques, lors d'une réunion publique d'information sur la situation des femmes dans le Chiapas, le 28 mai 1995, à Paris.

²⁰ Le courant du “féminisme des secteurs populaires” a débuté notamment au Mexique, après le tremblement de terre de Mexico en 1985, en particulier avec le Syndicat des couturière du 29 septembre et les femmes de la CONAMUP (Coordinación Nacional del Movimiento Urbano Popular).

²¹ Déclaration du sous-commandant Marcos pour l'inauguration de la CND, Aguascalientes, Chiapas, 8 août 1994.

La situation au Mexique, et en particulier dans le Chiapas, laisse planer beaucoup de craintes. La répression du gouvernement pourrait avoir raison de ces mouvements, pourtant porteurs d'espoir pour tout le pays. Et même si le gouvernement montrait de la bonne volonté — jusqu'à aujourd'hui peu manifeste — vis-à-vis des revendications zapatistes et populaires, il est à craindre que l'application des politiques d'ajustement structurel se maintiennent. Or celles-ci ont toujours provoqué une grave détérioration de la situation économique de la grande majorité de la population, et une évidente "féminisation de la pauvreté". Il est certain que celles qui ont le plus à en souffrir sont les femmes indiennes et les métisses pauvres. Pour "développer" la région, le gouvernement vient de signer avec des entreprises canadiennes l'ouverture de deux usines de *maquila*, en plein zone de conflit, à Ocosingo et Margaritas. Ces usines d'assemblage que l'ALENA devrait multiplier dans tout le pays sont connues pour être des lieux d'exploitation particulièrement iniques, friandes de main d'œuvre docile et bon marché, presque toujours des femmes et des très jeunes femmes. 240 d'entre elles reçoivent actuellement une formation adéquate pour travailler dans ces usines. Face à ce modèle d'avenir, les indiennes ont encore beaucoup de luttes devant elles...

Jules Falquet, Paris, juin 1995.